

## **DECLARATION LIMINAIRE CTL 11 MARS 2021**

Monsieur le Président,

Le Comité technique réuni ce jour se prononce sur des sujets d'importance que sont notamment l'accueil ou l'architecture des Sites à travers le site de Gap.

En prélude l'observatoire IPSOS permet de dégager un constat et des tendances sur l'évolution de la DGFIP perçue dans notre département, en dépit d'un taux de participation relativement modeste. (1/3 des agents).

Le rythme des changements perçus comme trop rapide est subi à tel point que dans notre département, la catégorie des cadres A+, en charge de la mise en place des évolutions et restructurations, se considère comme n'étant pas actrice du changement à un taux de 96%. Un résultat édifiant et sans équivoque qui en dit long sur le fossé creusé au sein de notre administration.

Ajoutons – y, pour l'ensemble des agents baisse de motivation, pessimisme ambiant, incompréhension du sens des réformes, stress et absence totale de reconnaissance à travers notamment le volet promotion réduit à zéro en 2020 pour les Hautes-Alpes, un constat s'impose, la coupe est pleine.

Les documents sur l'accueil nous proposent ce matin la mise en place d'une administration virtuelle, creusant les inégalités sur le plan humain et géographique.

Solidaires revendique la nécessité de remettre de l'humain dans les services publics.

La crise sanitaire, économique et sociale que nous traversons démontre au quotidien la nécessité d'une présence renforcée sur nos territoires.

Le rapport du défenseur des droits contre le tout numérique renforce notre position, avec la nécessité de disposer de moyens humains et techniques, que ni les Maisons France Service, ni les buralistes ne pourront déployer.

Notre organisation a souhaité ajouter à l'ordre du jour la question du fonds de solidarité. Dans un contexte où de nombreuses populations sont fragilisées par la crise, notre administration affaiblie par des suppressions d'emplois répétitives au cours des dernières années est contrainte de recruter des contractuels. Une situation ubuesque et ridicule que nous dénonçons sans réserve.

Nous remarquons que l'État est prêt à dépenser « un pognon de dingue » dans le recrutement de 250 contractuels et déverser des dizaines de milliers d'euros dans l'économie (qui en a certes besoin), alors qu'il nous est régulièrement affirmé que les caisses sont vides lorsqu'il s'agit de nos salaires et de nos promotions.

Pourtant plus que jamais, la place et les missions assurées par la DGFIP sont plus que centrales dans le fonctionnement de notre société.

Il est indispensable de changer de cap en termes de recrutements et d'emplois afin de pouvoir assurer nos missions traditionnelles en toute sérénité, répondant ainsi aux demandes des usagers et de la population sur l'ensemble de nos territoires .